

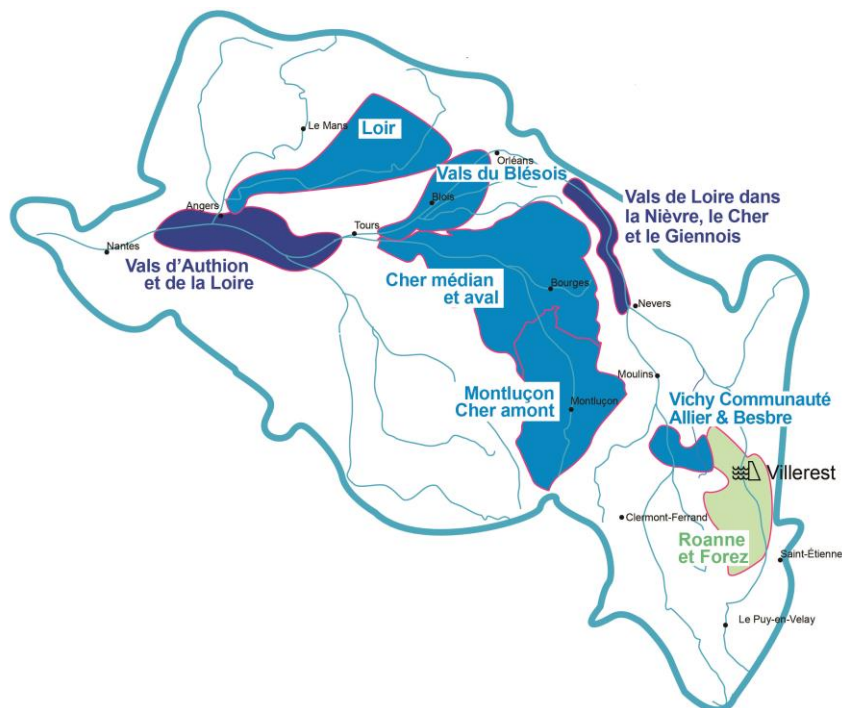
Point d'avancement des programmes d'action de prévention des inondations (PAPI) et programmes d'études préalables (PEP) portés par l'Etablissement

Pour réduire la vulnérabilité des enjeux et améliorer la gestion des risques d'inondation sur le bassin de la Loire et ses affluents, l'Etablissement public Loire est engagé aux côtés des collectivités sur huit territoires.

Ainsi, il assure l'animation de deux programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI). Il s'agit des PAPI des **Vals d'Authion et de la Loire** (49/37) et des **Vals de Loire dans la Nièvre, le Cher et le Giennois** (18/45/58).

De plus, il est également engagé dans six programmes d'études préalables à des PAPI (PEP) : **Loir** (41/72/49), **Montluçon Cher amont** (23/03/18), **Cher médian et aval** (18/36/37/41), **Vichy Communauté Allier & Besbre** (03/63), **Vals du Blésois** (45/41/37) et, le dernier encore en cours de réflexion, **Roanne et Forez** (42/69/71).

La carte ci-dessous reprend ces différents périmètres.

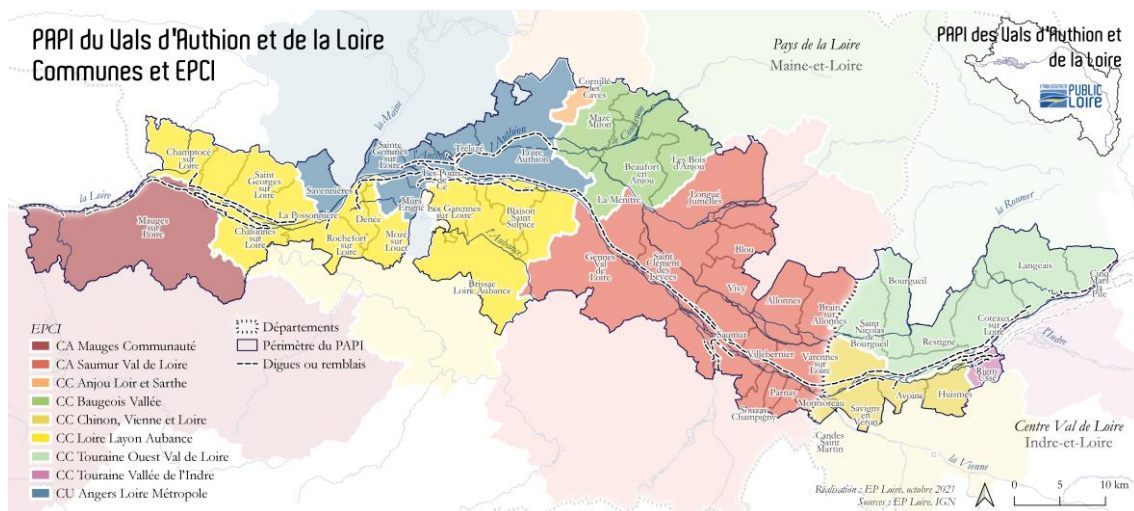


1) PAPI des Vals d'Authion et de la Loire

Depuis 2018, l'Etablissement public Loire a d'abord porté et animé un PAPI d'intention sur ce territoire des Vals d'Authion et de la Loire, ce dernier s'est achevé en juin 2022. Un PAPI dit « complet » plus opérationnel a pris la suite, sa convention cadre a été signée en mars 2023, par le Préfet de Maine-et-Loire et les EPCI concernés marquant ainsi le démarrage effectif des actions.

Le territoire recoupe 2 régions (Pays de la Loire et Centre Val de Loire), 2 départements (Maine-et-Loire et Indre-et-Loire), 9 EPCI et 53 communes. Il est caractérisé par de nombreux vals endigués regroupant près de **95 000 personnes habitant et travaillant en zone**

protégée. Au regard des enjeux du territoire, **95 actions** ont été inscrites pour un montant de **63,4 M€** et partagées entre **17 maitres d'ouvrage** sur la période 2022-2028.



La première année de mise en œuvre a permis d'engager 35 actions. Parmi celles-ci on peut citer l'organisation d'un exercice de gestion de crise avec la CA Saumur Val de Loire, la réalisation des travaux prioritaires sur les digues de Saumur Centre-ville et du Petit Louet, la formation des agents à la surveillance des digues non domaniales en période de crue et dernièrement sur les digues domaniales en raison du transfert de gestion. En 2024, il est prévu de poursuivre les travaux sur les digues non domaniales, d'appuyer les collectivités dans la gestion de crise (PCS et PICS) avec l'accueil d'une stagiaire pour une durée de 6 mois et d'engager une démarche commune de réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes. En parallèle, la cellule d'animation assure le suivi et la coordination entre tous les maitres d'ouvrage.

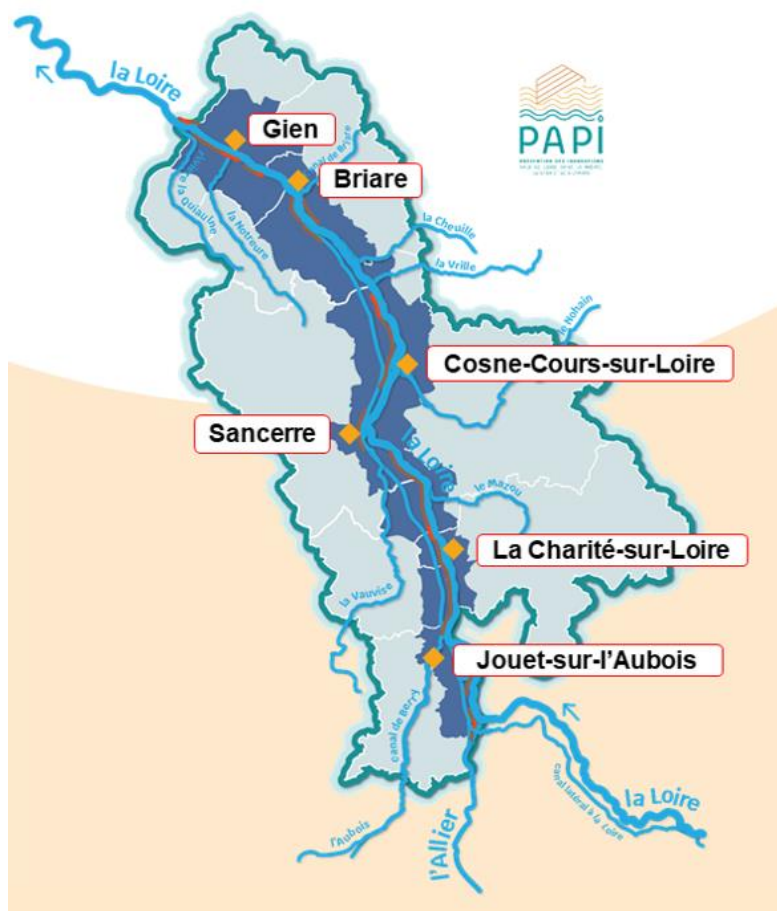
2) PAPI des Vals de Loire dans la Nièvre, le Cher et le Giennois

Le PAPI des Vals de Loire dans la Nièvre, le Cher et le Giennois (18/45/58) a été construit à partir d'une stratégie d'intervention partagée par l'ensemble des collectivités concernées et avec le souci d'équilibre entre les différents axes. Cette co-construction se traduit par leur implication forte dans la mise en œuvre des **54 actions** retenues, réparties dans chacun des 7 piliers de la prévention pour un montant de l'ordre de **3,6 M€** soutenu financièrement par l'Etat et l'Union Européenne.

Ce programme vise, dans la continuité du PAPI d'intention et sur une période de 6 ans (2023-2029), à poursuivre et à accentuer les actions en matière de prévision, prévention et protection contre le risque inondation. Il s'agit notamment d'améliorer la connaissance et la conscience du risque, de fiabiliser la gestion de crise, de réduire la vulnérabilité des enjeux exposés mais également de sécuriser les systèmes d'endiguement.

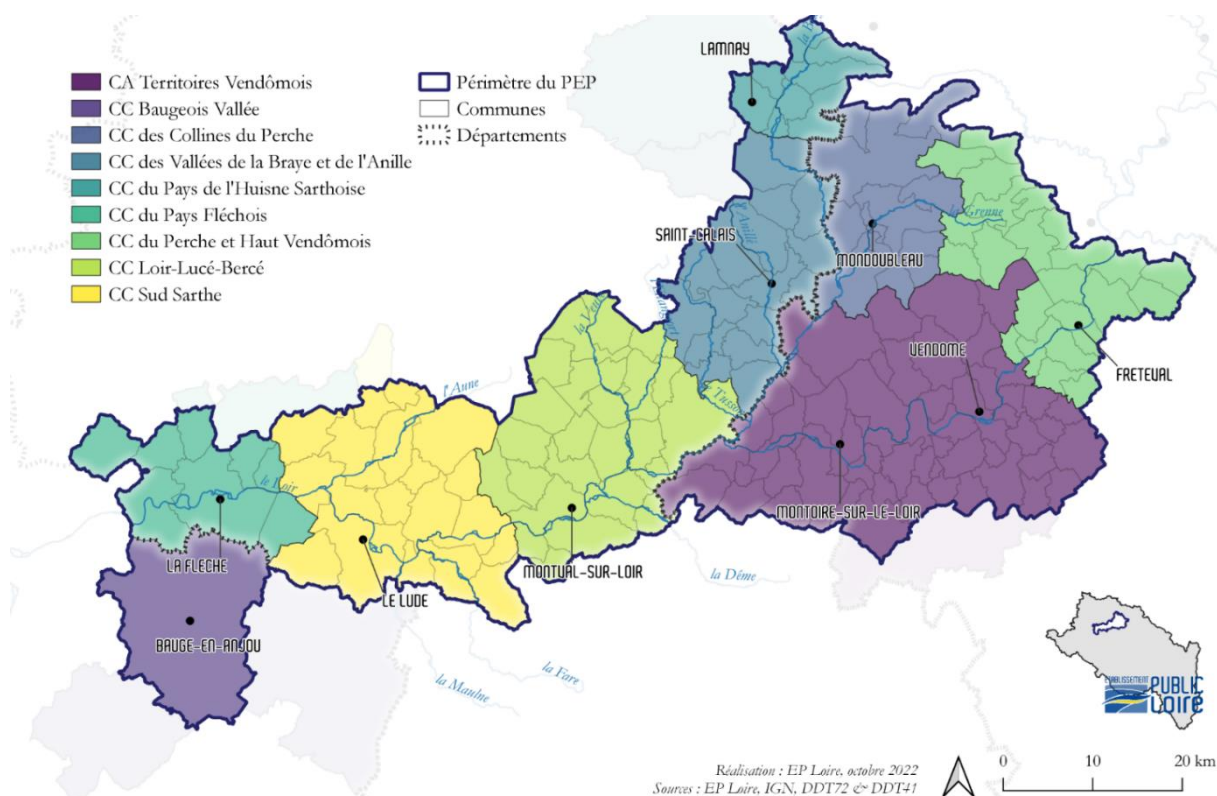
Les premières actions du programme ont été engagées fin 2023, parmi lesquelles la réalisation d'une enquête sur la perception du risque inondation par les populations, l'accompagnement à l'opérationnalisation des plans communaux de sauvegarde (PCS) et la réalisation des documents d'informations communales sur les risques majeurs (DICRIM), la modélisation et la cartographie de l'aléa inondation par ruissellement pluvial.

Le déploiement de nouvelles actions est planifié cette année, notamment le développement de plaquettes et vidéos de sensibilisation vers le grand public ainsi que des actions de prévention ciblées vers les acteurs du bâtiment ou les scolaires, ou encore le lancement de démarches de diagnostics de vulnérabilité pour les logements, les bâtiments publics, les entreprises et les réseaux.



3) PEP du Loir

Le PEP du Loir couvre une superficie de **5 399 km²** sur trois départements (41/49/72). Dans cette démarche sont engagés **9 EPCI** et **1 syndicat de rivière** : la Communauté d'agglomération Territoire Vendômois et les Communautés de communes Perche et Haut Vendômois, Pays Fléchois, Baugeois Vallée, Collines du Perche, Huisne Sarthois, Loir Lucé Bercé, Sud Sarthe, des Vallées de la Braye et de l'Asnille et le Syndicat Mixte du Bassin du Loir et de la Braye.

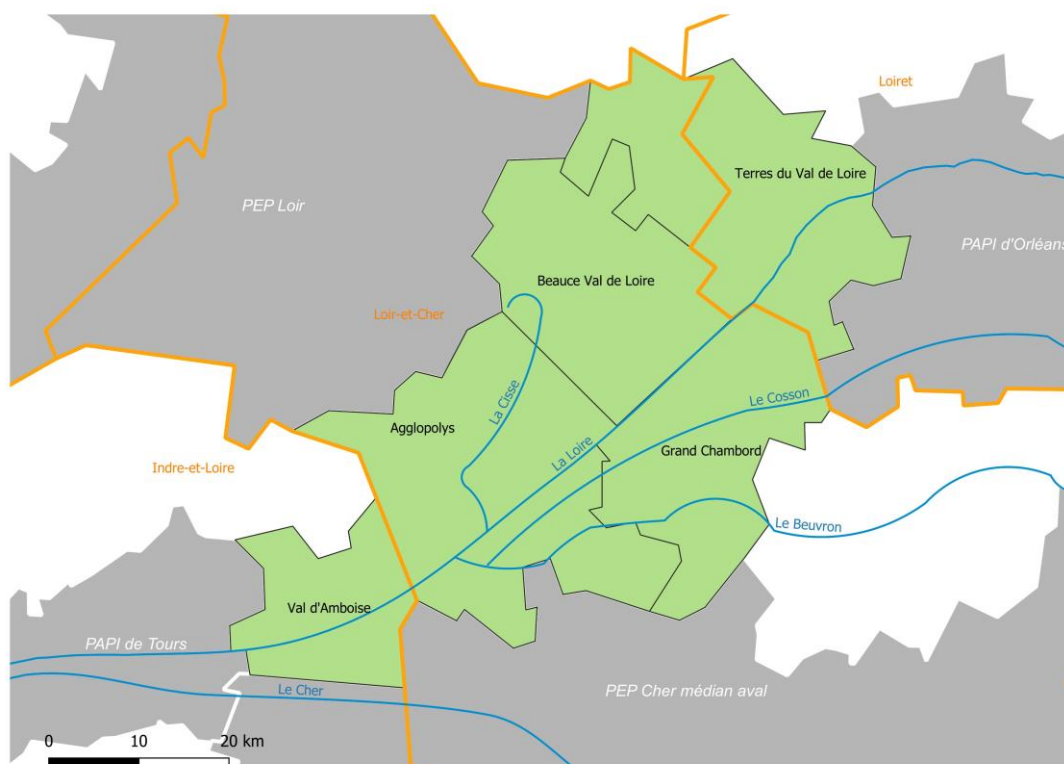


Le PEP est composé de **24 actions** représentant un montant global de **près d'1,6 M€**. 16 actions sont portées par l'EP Loire, et 8 actions par les EPCI signataires. La mise en œuvre et l'animation du PEP sont assurées par 2 chargés de mission basés à Angers.

A ce jour, 8 actions, dont la maîtrise d'ouvrage assurée par L'EP Loire, ont débuté. On pourra citer par exemple : une étude hydraulique du fonctionnement des affluents du Loir, des actions d'information et sensibilisation du grand public, des scolaires et des équipes municipales, de la communication sur les bonnes pratiques de gestion pour les bassins et les cours d'eau ainsi que le recensement, la valorisation et la pose de repères de crues.

4) Vals du Blésois

L'élaboration du PEP des vals du Blésois a débuté en mars 2023. **5 EPCI** sont engagés dans cette démarche : la Communauté d'agglomération de Blois (Agglopolys) et les Communautés de communes : Terres du Val de Loire, Beauce Val de Loire, Grand Chambord et Val d'Amboise.



Conformément au cahier des charges nationales PAPI, la réunion de cadrage a été organisée par le DDT 41 (référente) en octobre 2023. Nicolas ORGELET, Vice-président d'Agglopolys a été désigné, par les collectivités, comme référent élu.

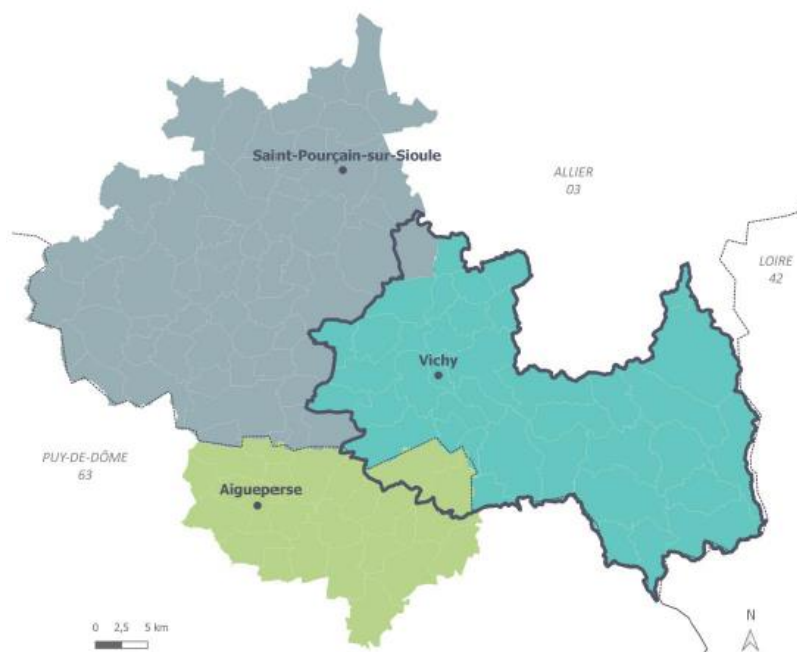
La définition de la stratégie, au regard des enjeux identifiés sur le territoire, est en cours. Plusieurs Comités techniques sont organisés depuis le début de l'année 2024 dans l'optique de finaliser le programme d'actions. Le dossier de candidature, après validation des 5 EPCI engagés dans la démarche, devrait être proposé à l'instruction des services de l'Etat en septembre 2024.

5) Cher médian et aval

Vaste périmètre de plus de **8 000 km²**, le PEP Cher médian et aval regroupe **11 EPCI** dont une Communauté d'agglomération (Bourges Plus), 10 Communautés de communes (Terres du Haut Berry, Vierzon-Sologne-Berry, FerCher, Champagne-Boischauts, Sauldre et Sologne, Sologne des Rivières, Romorantinais et Monestois, Chabris – Pays de Bazelle, Val de Cher Controis et Bléré – Val de Cher) et **10 syndicats de rivières** (SIAB3A, SIVY, SMAB Théols, SMAVAA, SMABS, Syndicat du Fouzon, du Renon et du Nahon, Syndicat du Modon, de la Tourmente et de l'Indrois amont, SMIBCS) qui se sont engagés dans la démarche.

7) PEP Vichy Communauté Allier & Besbre

En mars 2023, les services de l'Etat ont reçu favorablement le programme, qui se compose de **23 actions** à mettre en œuvre sur une période de deux ans et demi, **42 communes** sont concernées.



3 prestations sont actuellement en cours :

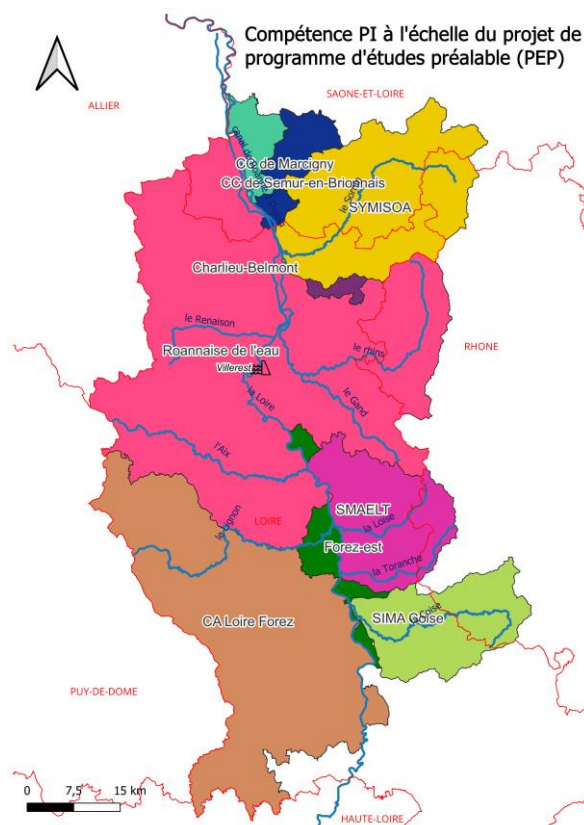
- élaboration d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde et élaboration/révision des Plans Communaux de Sauvegarde réalisées dans le cadre d'une prestation. Cette action se terminera en avril. Elle sera poursuivie par un exercice de gestion de crise au mois de juin 2024,
- réalisation d'une étude globale sur le risque inondation qui a débuté en décembre 2023. Le recueil et l'analyse des données ainsi que les premières visites de terrain pour prendre connaissance des problématiques locales sont actuellement en cours,
- élaboration d'outils et de supports de communication en vue de réaliser la charte graphique de la démarche. Les autres missions portent sur diverses actions de sensibilisation et d'information, telle que la réalisation d'une trame DICRIM, d'un escape-game, de vidéos d'animation, etc.

Ces 3 prestations concernent à elles seules 8 fiches actions (axes 1, 2 et 3).

En cohérence avec le calendrier prévisionnel, 10 actions ont ainsi été lancées en 2023 et 8 actions supplémentaires devraient être engagées au cours de l'année 2024. Celles-ci concernent notamment la mise en place de diagnostics de vulnérabilité pour les habitations, les entreprises et les réseaux.

8) Roanne et Forez

Le territoire pré-identifié pour cette démarche s'étend sur un périmètre couvrant le fleuve Loire et ses principaux affluents. Il se compose de **8 collectivités compétentes en matière de prévention des inondations** : Loire Forez Agglomération, 3 Communautés de communes (Forez-Est, Semur-en-Brionnais, Marcigny) et 4 syndicats (SIMA Coise, SMAELT, Roannaise de l'Eau, SYMISOA). Ce périmètre permet d'assurer la cohérence hydrologique du secteur concerné et il s'inscrit dans une logique de continuité d'actions de prévention avec les programmes déjà en cours de mise en œuvre sur les bassins de l'Ondaine et du Furan.



Par ailleurs, il comprend également le barrage de Villerest, propriété de l'Etablissement public Loire, jouant un rôle fondamental pour l'écroulement des crues au bénéfice des collectivités situées en aval. Cet ouvrage a vocation à bénéficier, comme c'est le cas d'autres ouvrages sur le bassin ou ailleurs en France, de la mobilisation de financements dans le cadre d'un futur PAPI.

Plusieurs échanges ont eu lieu avec ces collectivités et après avoir examiné les différents aspects d'un PEP sur ce territoire et la manière dont elles souhaitaient avancer conjointement, celles-ci se sont accordées sur le principe d'un portage par l'Etablissement public Loire de l'animation, de la construction puis de la mise en œuvre d'un programme commun.

Le contenu et les objectifs de la démarche, ainsi que la clé de répartition pour le financement du reste à charge des dépenses d'animation ont été présentés aux élus et techniciens des collectivités concernées lors d'un temps d'échanges, le 1^{er} février, à Saint-Germain-Laval et d'une réunion de travail le 21 mars en présence des services de l'Etat (DDT, DREAL) pour valider l'engagement de la phase de construction du PEP.

Dans cette perspective et à la demande des collectivités impliquées dans la démarche, il est proposé au Comité syndical que l'Etablissement assure l'organisation et l'animation de la construction de ce PEP, puis sa mise en œuvre.

Il est proposé au Comité Syndical d'approuver la délibération correspondante.